

TRAVAUX PUBLICS ET BATIMENTS

Les PME en butte aux aléas administratifs

Appelant à la considération des petites et moyennes entreprises du bâtiment et travaux publics, l'Association générale des entrepreneurs algériens (AGEA) a demandé jeudi dernier à ce que priorité soit donnée aux petites et moyennes entreprises actives dans ce secteur. "Dans notre pays, la petite et moyenne entreprise du BTPH n'a pas été considérée dans la politique de développement", a estimé l'association dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion de son bureau national.

Les PME activant notamment dans les grands projets de l'habitat qui sont attribués aux entreprises étrangères sont en butte à de réels problèmes logistiques. Pour cette raison, l'AGEA considère ces attributions comme un handicap réel pour les capacités de réalisation des entreprises nationales. Connaissant ses capacités, l'AGEA affirme que l'entreprise algérienne de taille PME/PMI "est en mesure de réaliser des logements en utilisant des matériaux locaux sans l'aide d'aucune technologie étrangère, pour peu que les pouvoirs publics ouvrent les marchés en leur direction".

En outre, cette association agréée en juin 2003 suggère que "la PME du secteur du bâtiment doit constituer la priorité des priorités, car elle incarne la santé d'un pays". Elle affirme que le secteur du bâtiment, qui constitue 60% du tissu PME, ne participe pas au développement du pays et "n'a jamais bénéficié des services d'appui de l'Etat dont il a besoin pour élever ses performances et se hisser au niveau des normes internationales". Acquisition d'un plan de charges, des crédits bancaires, des cautions et autres sont autant de problèmes que rencontrent les entrepreneurs privés du bâtiment. Considérant ces problèmes comme encore plus pénibles que ceux des industriels, l'AGEA préconise : "Tout programme de relance du secteur de l'habitat et d'infrastructures doit être élaboré et réalisé avec des bâtisseurs sincères, réels, capables de relever les défis."

En conclusion, l'AGEA suggère de "mettre à niveau l'environnement de l'entreprise de l'administration et les services publics en vue d'éliminer les obstacles bureaucratiques qui empêchent le secteur du bâtiment de se développer".

Sihem Ben

Dimanche prochain, plus précisément le 28 janvier, l'état d'avancement du projet de l'autoroute Est-Ouest sera à l'ordre du jour d'un Conseil interministériel. Les ministères concernés par ce projet, à savoir celui des Finances, des Travaux publics, des Ressources en eau, de l'Energie et des Mines et de l'Agriculture et du Développement rural seront, entre autres, présents à ce conseil. Les 24 walis dont leurs territoires seront traversés par cette autoroute seront également présents.

Selon le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, un point essentiel sera abordé lors de ce Conseil interministériel reporté d'une semaine. Il s'agit de l'épineux problème de l'expropriation. Cette contrainte à laquelle sont confrontés les responsables est en voie d'être levée. En effet, le ministre en marge de sa visite d'inspection et de travail dans les wilayas de Blida et de Aïn-Defla, jeudi dernier a déclaré : "Nous n'avons plus aucun dossier d'expropriation en suspens".

Les dossiers sont actuellement en cours de traitement au niveau du Trésor public. L'évaluation des indemnités doit s'appuyer sur la réalité du marché national du foncier et conformément à la réglementation en vigueur. Pour le premier responsable du secteur, les dossiers sont réglés à l'amiable offrant un maximum d'opportunités et de choix à l'exproprié. Auparavant, le ministre a avancé qu'une enve-

AUTOROUTE EST-OUEST

Conseil interministériel le 28 janvier prochain

loppe de 20 milliards de dinars a été allouée en 2006, pour prendre en charge le volet des expropriations à travers 24 wilayas, concernées par le passage de l'autoroute Est-Ouest, les pénétrantes et les déviations des divers réseaux (AEP, gaz de ville, électricité, téléphone...). Autre point qui sera examiné lors de ce Conseil interministériel, celui lié à la création de l'emploi.

L'Algérie est en manque de main-d'œuvre qualifiée. "Les jeunes Algériens ne veulent pas travailler dans le secteur même si cela paye très bien", a noté le ministre. Ceci avant de citer les métiers tels que ferrailleur, soudeur et autre coffreur. Par ailleurs, s'agissant, des "rumeurs" et des informations ayant circulé autour de la réévaluation de ce projet, elles ne sont plus d'actualité. Et cela semble n'être qu'un mauvais souvenir pour Amar Ghoul. Ce dernier multiplie les déplacements sur chantier.

Ainsi, après Boumerdes, il s'est rendu dans les wilayas de Blida et de Aïn-Defla. Lors de sa visite, il a mis l'accent sur la nécessité "d'accompagner l'autoroute Est-Ouest par des opérations de plantations, d'embellissement et de traitement de talus". Le ministre des Travaux publics exhortera les différents responsables en charge de ce projet à réaliser une "autoroute verte" qui devra répondre aux normes techniques internationales. Il insistera plus particulièrement sur le respect des volets relatifs à l'environnement et à la sécurité des usagers.

De notre envoyée spéciale à Aïn-Defla, Meriem Ouyahia

Le ministre des Travaux publics a également mis l'accent sur la nécessité d'accélérer la cadence des travaux notamment au niveau du tronçon entre Oued-Djer et Hammam-Righa, situé sur un site très accidenté et, une fois achevé, permettra une meilleure fluidité de la circulation.

Dans ce cadre, le ministre a donné un préavis de 15 jours à l'ETRH, qui est en retard en comparaison avec l'état d'avancement des autres tronçons pris en charge par d'autres entreprises notamment étrangères. "Des mesures très très sévères seront prises", a menacé le ministre en laissant entendre qu'il s'agit du retrait de marché à cette entreprise.

Sur les lieux, Amar Ghoul a pris connaissance de la consistance de ce projet qui porte sur

la réalisation du tronçon El-Affroun-El-Hosseïnia, long de 25,8 km. Il consiste en la liaison de Blida à Aïn-Defla. Il commence à partir de l'échangeur d'El-Affroun en passant par la vallée de Oued-Djer, traverse la vallée de Boumedfa et prend à El-Hosseïnia un autre échangeur et permettant l'accès vers Médéa et Tipasa à travers la RN 4. Cet ouvrage, dont le coût global est estimé à 13 750 000 000 DA, sera livré au mois d'octobre 2007, selon les délais prévisionnels, a-t-on assuré. Le ministre a ensuite visité le tronçon entre El-Hosseïnia et Khemis-Miliana, long de 23 km, qui comprend plusieurs ouvrages d'art et pour lequel il a exprimé sa satisfaction quant au rythme soutenu de réalisation et à la qualité des ouvrages pris en charge par Cosider.

M. O.

AIN-DEFLA / SIDI-LAKHDAR

4 blessés dans un carambolage

Jeudi peu après 18h au niveau du douar Sidi-Omar à 2 km à l'ouest de Sidi-Lakhdar, au moment de quitter la RN 4 pour se rendre au douar, un véhicule a été percuté de plein fouet par un autre qui venait en sens inverse, le projetant sur d'autres voitures qui roulaient dans les deux sens. Bilan : quatre blessés dont deux femmes. Parmi les blessés, figurent deux confrères du quotidien *Liberté* qui rentraient d'une mission, a-t-on appris auprès des services de la gendarmerie. Heureusement, leurs blessures ne sont pas graves. Les deux confrères journalistes ont pu quitter l'hôpital vendredi, a-t-on appris auprès des mêmes services. Encore une fois, le non-respect du code de la route et la conduite hasardeuse de certains chauffeurs continuent d'être à la source de nombreux accidents souvent graves, voire mortels.

Karim O.

TOMBES JEUDI A MOINS 50 DOLLARS

Les cours du baril en légère hausse hier

Les prix du pétrole ont enregistré hier une légère hausse après être passés sous la barre des 50 dollars la veille à New York, un niveau le plus bas depuis mai 2005, en réaction à la forte hausse des stocks de brut américains.

Ainsi, sur le marché londonien de l'Intercontinental Exchange (ICE), le baril de Brent de la mer du Nord a pris 31 cents pour s'établir à 52,06 dollars sur l'échéance de mars. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "Light Sweet Crude" pour livraison en février a gagné 7 cents à 50,55 dollars lors des échanges électroniques. La veille, vers 19h15 GMT, sur le Nymex, le baril de "Light Sweet Crude" pour livraison en février était tombé à 49,90 dollars, son niveau le plus bas depuis mai 2005. Les cours avaient clôturé en baisse de 1,76 dollar, à 50,48 dollars le baril.

A Londres, sur l'ICE, le baril de Brent de la Mer du Nord a perdu 1,03 dollar à 51,75 dollars sur l'échéance de mars, après un plus bas niveau à 50,91 dollars en séance. Cela étant, les prix ont perdu près de 16% de leur valeur depuis le début de l'année à Londres et plus de 16% à New York. En fait, les cours ont réagi à la publication de stocks de brut américains nettement supérieurs aux prévisions, après un début d'hiver exceptionnellement doux. D'après les analystes, cette légère

hausse s'explique par "l'empreinte psychologique laissée par le baril tombant sous le seuil des 50 dollars à New York, qui a réussi à relever les cours sur le Nymex". En outre, des prévisions de températures plus fraîches que les normales saisonnières dans les semaines à venir ont également contribué à ce léger rebond des cours, ajoutent-ils.

Des stocks en hausse mais une demande en baisse

Publié jeudi, le rapport du Département américain de l'Energie (DoE) avait provoqué une chute des cours en révélant une reconstitution bien supérieure aux prévisions à 6,8 millions de barils contre 100.000 attendus des réserves de brut américaines la semaine dernière.

Selon le DoE, les réserves de brut ont progressé de 6,8 millions de barils pour atteindre 321,5 millions de barils (Mb) la semaine dernière, une hausse très supérieure aux attentes des analystes, qui tablaient sur une progression de 100.000 barils seulement. Les réserves de produits distillés (diesel et fioul de chauffage) ont, quant à elles, progressé de 900.000 barils à 141,9 millions de barils, un peu moins que les attentes des analystes (1,35 million de barils). Elles restent en hausse de 3,6% sur un an et au-dessus de leur moyenne d'évolution pour cette période de

l'année. Enfin, les réserves d'essence ont augmenté plus que prévu, de 3,5 millions de barils, contre 2,2 millions attendus.

La demande en produits pétroliers, bien inférieure aux normales saisonnières, s'affiche en nette baisse sur un an. Avec des températures anormalement élevées pour la saison, les Américains ont consommé 20,2 millions de barils de pétrole par jour en moyenne lors des quatre semaines écoulées, soit 3,5% de moins qu'il y a un an.

Un baril fluctuant entre 50 et 55 dollars

De ce fait, l'absence de temps froid a eu un effet très corrosif sur la demande selon des analystes. Pour d'autres analystes, l'accumulation des nouvelles baisses a entraîné une chute libre des cours depuis le début de l'année. Ainsi, les investisseurs vont se poster entre 50 et 51 dollars, et certainement envisager de tester la résistance du plancher de 50 dollars. D'autres analystes s'attendent à voir les prix du brut remonter à court terme autour de 55 dollars le baril. Le fait que les cours soient tombés sous 50 dollars mais n'aient pas réussi à se maintenir sous ce seuil laisse penser qu'ils vont plutôt rebondir, surtout si le froid persiste, estiment certains observateurs. Eprouvés par le climat dans l'hémisphère nord, les cours l'avaient

aussi été par le refus de l'Arabie saoudite d'envisager des mesures d'urgence pour parer au déclin des prix.

L'OPEP abaisse ses prévisions de la demande mondiale

En effet, plus tôt cette semaine, l'Arabie saoudite, membre influent de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), s'est prononcée contre la tenue d'une réunion d'urgence de l'Organisation avant le 15 mars, et contre des réductions supplémentaires de production. Cette annonce avait aussi pesé sur les cours. Ce faisant, l'Opep a abaissé, en raison d'un hiver clément, sa prévision de demande mondiale de pétrole pour 2007, laquelle devrait augmenter de 1,5%, contre 1,6% prévus précédemment, selon son rapport mensuel de janvier. Ainsi, "le temps doux amortit la demande de pétrole en 2007 avec une baisse prévue de la consommation de fioul domestique", selon le cartel qui abaisse ses prévisions de croissance de 70.000 barils par jour, à 1,25 million de barils par jour. "Bien que la consommation de carburant pour les transports augmente, cela ne suffit pas à contrebalancer le déclin de la consommation de fioul domestique" à un moment où la consommation est normalement à son plus haut niveau", note l'Opep.

C. B. / Agences